POLYTECHNIQUE '95
NOVEMBRE 1973 - NOVEMBRE 1995
Le message de la révolte est toujours vivant

Cercle d'anarchistes pour la subversion sociale

Introduction à l'édition en français

Nous avons traduit ce texte qui date de 1996 parce que le besoin de sortir des écrits plus anciens nous paraît important. Il n'existe que trop peu de matériaux à propos des événements qui se sont déroulés à Polytechnique en novembre 1995, et celui-ci n'avait jamais vu le jour autrement qu'en grec. S'il existe aujourd'hui une facilité de se renseigner et d'approfondir sa connaissance du climat et d'une certaine histoire de la Grèce, cela n'est vrai que pour la période qui suit la révolte de décembre 2008. Pour les années antérieures, il y a peu de traductions en français d'affiches, de textes, de brochures, etc. Cette histoire pleine d'écrits, d'actes et de confrontations contre l'État et le Capital ne nous paraît que trop peu connue, ignorée, voire falsifiée.

Les traducteurs.

Titre original :
"ΠΟΛΥΤΕΧΝΕΙΟ '95
ΝΟΕΜΒΡΗΣ '73 - ΝΟΕΜΒΡΗΣ '95
Το μήνυμα της εξέγερσης παραμένει ζωντανό"
Κύκλος Αναρχικών για την Κοινωνική Εκτροπή

Pour l'édition grecque : juillet 1996

Pour la traduction et l'édition française : Réseau de traduction et de contre-information Contra Info, novembre 2012 ; contrainfo.espiv.net / contrainfo@espiv.net

Une version électronique de la brochure en grec est en ligne ici : http://squathost.com/a_books2002/gr/bropolyt.htm

Toutes les photos présentes dans la brochure datent de novembre 1995, les notes sont celles des traducteurs.

La révolte de novembre 1973[1], après être passée par la table de Prokroustis[2], a reçu de nombreuses opérations chirurgicales et fut présentée comme une célébration anodine, le moment du "triomphe" du régime démocratique.

Une pierre tombale symbolique de la dictature en déclin des Colonels, le soi-disant déclin du conservatisme pur et du totalitarisme étatique : voilà l'image que les dominants ont voulu donner en lieu et place de la mémoire de la révolte qui est toujours vivante même aujourd'hui pour nombre de gens.

Ils voient en cette fabrication historique une pierre tombale de tous les chemins et pratiques qui mènent à la lutte subversive contre le spectre entier du pouvoir institutionnalisé.

Après la révolte de Polytechnique en 1973, le 17 novembre et l'École Polytechnique ont constitué à maintes reprises, avec la contribution inconsciente des anarchistes, un point de référence, dans l'espace et le temps, pour les révoltés de la métropole qui, célébrant la joie libératrice du conflit, à l'occasion de cet l'anniversaire, ont régulièrement violé et profané - consciemment ou non - cette fête montée de toute pièces par la démocratie ainsi que tout le fatras de valeurs masquées qui l'accompagne.

De cette façon, le cercle de la normalité a été rompu en un moment et un lieu irrévocablement reliés avec le passé ainsi qu'avec la dynamique historique de la société, celle qui fut appelée à sortir de l'oubli, ravivant les mémoires et les slogans et rappelant à la société, que durant toutes ces années, que les choses n'ont changé qu'en surface et non en substance.

Dans cette rupture réside, dans une certaine mesure, la dangerosité de Polytechnique continue de planer. À la fois en tant que pôle de référence pour les anarchistes et la partie la plus radicale de la jeunesse et en tant que point de connexion dialectique avec le reste de la société - puisque le sujet collectif, qui agit (consciemment ou non) comme porteur de l'histoire des luttes du passé, a les chances les plus fortes de pénétrer le coeur de la société par le biais des petites ou grandes explosions qu'il crée. C'est pourquoi Polytechnique n'a jamais cessé de constituer un point de conflit idéologique et politique aigu, entre l'État et les parties les plus rebelles de la jeunesse et les anarchistes, lequel a atteint son point culminant avec l'occupation de Polytechnique en 1995.

Lors des dernières années, le renouveau de la rencontre entre la jeunesse sauvage et les anarchistes (occupation de Polytechnique en 1980, '85, '88, '90, '91, '94), dans un contexte d'aggravation des contradictions sociales, et la présence active des compagnons anarchistes en ces points où la contradiction était exprimée, ont été les précurseurs de l'événement éminent de la révolte de Polytechnique de 1995.

Les jours précédents, les mécanismes autoritaires, avec les médias pour fer de lance, ont commencé a préparer le terrain pour la bataille qu'ils s'attendaient à voir survenir ce jour-là. Ils tentèrent de générer un consensus social

---

[1] Le 17 novembre 1973 une occupation de l'École Polytechnique d'Athènes, près du quartier d'Exarchia, se transforma en révolte d'étudiants, d'élèves et de travailleurs durant la dictature des Colonels. La réaction de l'État fut violente et sanglante : la Junte envoya la police et l'armée qui envahirent Polytechnique. Beaucoup de personnes furent arrêtées et plusieurs autres tuées par l'armée. Sept mois plus tard, la Junte tombe et depuis, tous les ans, le 17 novembre, se tient une marche en commémoration de la restauration de la démocratie. Cette manifestation est habituellement le théâtre d'affrontements entre la police et des manifestants. Elle est critiquée par des anarchistes pour son caractère purement symbolique et alimentant le mythe du régime démocratique qui serait le meilleur des mondes possibles.

[2] Prokroustis est un personnage de la mythologie grecque. Il piégeait des voyageurs et les mettait dans un lit ; s'ils étaient trop grands, il leur coupait les jambes et s'ils étaient trop petits, il étirait violemment leurs corps pour les faire correspondre à la longueur du lit. Thésée l'a tué de la même façon.

opposé à la pratique violente des "50 connus-inconnus"[3]. Ainsi, ils espéraient terroriser chaque individu opprimé n'ayant pas prévu de suivre la marche traditionnelle, mais de rester aux abords de Polytechnique. De cette manière, ils pensaient consolider, dans l'esprit de la société tout entière, le besoin d'isoler ces quelques éléments "antisociaux" qui "causent des troubles chaque année, ternissant l'anniversaire de la démocratie".

La propagande étatique qui, pendant des années a combattu les pratiques anti-institutionnelles et l'action du milieu anarchiste/antiautoritaire, utilisant à cette fin le mensonge, la désinformation et le mythe des "connus-inconnus", a été vue comme ayant récolté le fruit de ses efforts, et donc pouvant légitimer aux yeux de la société toute opération criminelle répressive, dans la mesure où tous les autres moyens de contrôle et de prévention s'avéraient inefficaces. Les dominants ont compté sur un vieux principe de la propagande qui veut que l'on puisse "convaincre le peuple de tout, précisément parce que son leur imagination les mots et les images génèrent des comportements instinctifs". Ils se figurent qu'en désinformant à travers un prisme spectaculaire, ils parviendront à le persuader que les anarchistes ne sont rien de plus qu'une minorité coupée du reste de la société, sur laquelle le discours et l'action n'ont aucun effet.

Néanmoins, suite à l'opération répressive de novembre ; au cours de laquelle fut révélée une réalité très différente de la version présentée par les mécanismes du pouvoir depuis de nombreuses années ; maints voiles sont tombés et parmi eux, le mythe usé jusqu'à la corde des "connus-inconnus". La coexistence et la coopération des anarchistes et de la jeunesse sauvage fut considérée, par la société, comme une réalité capable de provoquer des explosions, une réalité qui - de par le passé aussi bien qu'à l'avenir - constitue un problème social majeur pour les dirigeants.

L'éclatement simultané de deux révoltes (Polytechnique et la prison de Korydallos), portées par des acteurs différents et en des points distincts de l'aire sociale, est apparu comme un problème de taille pour les autorités qui voulaient parer à au moins l'une d'entre elles : celle de Polytechnique.

Afin de prévenir l'occupation de Polytechnique, l'État, les partis politiques et les autorités universitaires prirent des mesures prétendument strictes, à savoir quelques cadenas sur les grilles et une poignée de sbires étudiants issus des partis (tristes réminiscences d'un "glorieux passé") ayant déjà été violemment repoussés lors des incidents du 15 novembre.

Dans l'après-midi du 17 novembre, un premier groupe parvint aisément à franchir les grilles et s'empare du système audio. Ainsi, en quelques heures, le nombre de personnes à l'intérieur, comme à l'extérieur, excédait les 2000. C'était un rassemblement spontané de tous ceux qui, de par leurs trajectoires personnelles, se sont rencontrés en un lieu et moment commun, afin de procéder à un acte de libération contre tout ce qui les oppressaient.

Au-delà du passé propre à chacun ; qu'il eu auparavant des pratiques similaires, ou qu'il se soit rebellé de manière individuelle contre les institutions touchant son environnement social immédiat - tels l'école, le travail ou la famille -, qu'il fusse anarchiste ou simplement une personne résistant sciemment, voire aucun de tout cela ; tous sont devenus des combattants du terrain social cette nuit-là ; inscrivant historiquement la figure du révolté tant du présent que du futur.

Ce rassemblement de personnes était essentiellement marqué par l'absence au plus haut degré de tout rôle social institutionnalisé (travailleurs, étudiants, lycéens, etc.) et de divisions corporatistes. S'il est vrai que le jeune âge des révoltés a fragilisé l'incorporation et la consolidation de caractéristique sociale particulière et partiale - un fait qui les a amené beaucoup plus proche du seuil de dépassement des divisions et des rôles - il est également vrai qu'en tant qu'anarchistes non seulement nous avons accepté mais nous avons promu cette réalité comme une condition nécessaire à la libération de la dynamique insurrectionnelle.

---

[3] Les "50 connus-inconnus" : pendant des années, à chaque fois qu'il y avait des affrontements les médias clamaient que la cause des troubles étaient le fait de seulement 50 anarchistes connus de la police qui ne les arrêtait pas et qu'ainsi ils restaient inconnus. Cette figure des "connus-inconnus" est aujourd'hui toujours utilisée dans les médias, ainsi que celle du "koukoulofori", l'"encagoulé". Ce n'est qu'un outil entre d'autres utilisé par l'État pour déformer la réalité et apporter la division aux seins des mouvements de lutte et rendre ainsi plus aisées des opérations de terreur répressives.

Les caractéristiques des individus et la façon dont ils se sont trouvés, furent des éléments démontrant que, dans les conditions modernes d'exploitation et d'oppression, cette branche de la société est appelée à jouer un rôle de précurseur des modes futures de confrontation sociale, attendu que le processus de restructuration de l'État et du Capital modifie les termes dans lesquels la guerre des classes est menée.

Le principe largement reconnu de la société capitaliste, "tous contre tous", génère inévitablement des ruptures et affaiblit toutes les institutions assurant l'existence d'une cohésion sociale, en particulier dans la métropole. Le sentiment "collectif" et les liens de coexistence et de soumission partagée n'ont plus le même pouvoir qu'avant. La subjectivité oppressée, quand elle n'est pas emprisonnée par les intérêts égoïstes et les antagonismes individualisés - un phénomène courant de nos jours - trouve un exutoire dans l'antagonisme social, à travers les fissures d'un sol perpétuellement érodé. Sans être particulièrement restreinte par les chaînes de l'organisation sociale institutionnalisée, elle cherche - premièrement - une identité plus essentielle à travers la polémique.

Aujourd'hui, le nouveau prolétaire est incapable de trouver une identité stable à travers le champ de la production parce que le pouvoir le lui refuse. La continuité des vieux rôles, dans un environnement en mutation d'intensification de l'exploitation et de l'oppression, rend irréalisable toutes les formes de lutte revendicative corporatiste. De plus, les patrons ont déjà exprimé leurs peurs à propos de la dite continuité, étant donné qu'un tel futur rend les choses incontrôlables.

Les marges d'amélioration des conditions de vie matérielle se sont raréfiées. Pour tout le monde la réalité est et sera de plus en plus cruelle : au-delà de la confrontation directe et de la destruction de l'existant, rien ne subsistera que la marginalisation et la mort.

Nous croyons que ce vent de la réalité future a soufflé cette nuit du 17 novembre et que les situations dépassées qu'il a balayé furent nombreuses.

LA THÉORIE ET LES PRATIQUES DE LA RÉVOLTE

La polymorphie des pratiques, des préoccupations, des manières employées par tout un chacun pour abolir les restrictions sociales et des moyens mis en oeuvre (de l'incendie de drapeau, du jet de cailloux et de cocktails molotov, aux assemblées massives et au discours qui sortait des haut-parleurs) ont montré la richesse de la subjectivité, condition nécessaire à la manifestation de la révolte.

Au vu des différentes pratiques qui ont eu lieu cette nuit-là à Polytechnique, il est difficile - si ce n'est impossible - de toutes les reporter afin d'avoir une interprétation exhaustive des événements. Chacun s'est exprimé à travers la pratique que son individualité propre lui dictait.

Cependant nous pouvons nous concentrer sur l'acte ayant eu le plus grand effet politique : l'incendie du drapeau. Cet incendie a pu avoir lieu car il y en a dans l'enceinte de Polytechnique. Ceux qui les trouvèrent eurent l'idée de les utiliser pour l'expression la plus intense de leur hostilité à l'égard des symboles qui aspirent à créer une "conscience commune". Après tout, pour certains il ne s'agissait que d'une façon de susciter une plus forte indignation et d'attiser la haine de l'ennemi.

Cependant, dans les situations similaires, la polémique autour des destructions constituait l'argument de base des autorités dans leur tentative d'activer les réflexes petits-bourgeois des couches les plus conservatrices de la société. Cette fois-ci elle fut presque éclipsée par le cri hystérique contre l'acte inacceptable, voire criminel, d'incendie de drapeau.

Dans une période de perte des valeurs et de décomposition des institutions démocratiques, alors que les résistances sociales sont dangereusement aggravés par la déstructuration du tissu social, le drapeau - comme point de référence tant pour les oppresseurs que pour les opprimés - symbolise un des derniers refuges de la cohésion sociale, sous la protection de l'État.

C'est le symbole sous lequel toutes les déviations et les mécontentements sont émoussés, où dominés construisent et dominants acceptent les intérêts communs.

L'incendie du drapeau était catalyseur parce qu'il a déclaré ouvertement la guerre à tout bastion du sentiment "collectif" et a été l'événement déclencheur d'une rupture totale avec le dernier repère de l'identité "collective" imposée.

En outrepassant toutes les limites de la légalité et toutes les divisions sociales fabriquées, sans hiérarchie ni médiation, nous avons aboli parmi nous - d'après un sociologue - "*toutes les régulations de la coexistence sociale donnée*".

Si nous voulions donner une première définition à la révolte - dans la mesure où la richesse de l'expérience peut être couchée sur le papier - nous dirions qu'il s'agit d'un événement se réalisant dans un certain contexte à travers l'abolition momentanée des restrictions et des rôles sociaux. Toutes les formes de subjectivité sont alors libérées par le travail créatif de destruction des institutions, des valeurs et des symboles d'un système d'exploitation et d'oppression.

La révolte est un processus qui peut apporter une réponse à la séparation construite, présentée comme évidente, entre la nature humaine et la société. Ce processus commence pour chaque personne en son for intérieur par la négation dynamique de sa propre aliénation. Quand toutes ces négations individuelles se rencontrent, la révolte est née. Dans ce contexte naît l'angoissante recherche d'aller au-delà de la "l'homme commun", défini en tant que citoyen-sujet de l'État, avec les caractéristiques abstraites des *droits* et des *obligations*, et dans laquelle la structure autoritaire de ce monde piège et aliène la nature humaine et sociale.

Finalement, la révolte constitue l'acte de réalisant sous l'influence du subconscient historique, par laquelle les gens contestent et finalement luttent contre toutes les formes de coercition qui les empêchent de trouver leur essence humaine et sociale. Initiative individuelle et particularité, voilà ce qui ressort des ruines de la destruction. C'est le moment où naît le besoin vital d'abolir toutes les barrières qui nient à la personnalité de chacun son expression et son entier développement.

Simultanément à la destruction créative de la révolte, la nécessité de se retrouver dans la fission sans fin se présente. Ce que nous avons fait en tant qu'anarchistes, lors de cette nuit du 17 novembre, fut de poser les bases pour l'auto-organisation, la seule voie révolutionnaire de construction d'un espace social où tout a été renversé. Dans les espaces d'action, de résistance et de lutte, les seuls terrains où l'émancipation authentique se conquiert, tout camp politique "*ne doit être ni le maître, ni le protecteur, ni le bienfaiteur, ni le dictateur du peuple, mais seulement l'accoucheur de son émancipation spontanée*"[4]. Et Bakounine ajoute : "*L'agitation est la passion pour la vie populaire, la seule capable de libérer tous ces gens de l'injustice présente...*"

Cette passion existe et alors qu'aucun régime de peut l'éliminer, aucune avant-garde, si discrète soit elle, n'a la capacité de la créer.

---

[4] Bakounine, extrait de *Quelques paroles à mes jeunes frères en Russie*, Genève, 1869.

Nombreux sont ceux qui ont quitté l'École Polytechnique pendant la nuit mais maintes - malgré la pression des autorités de l'université tout le long de la nuit et les menaces réitérées que l'asile universitaire[5] serait violé - ont refusé d'abandonner ce projet. De plus, nombreux étaient ceux qui comprenaient combien elle signifiait et pouvait signifier pour eux autant que pour la société tout entière.

Avec l'annonce finale que l'occupation serait attaqué par les forces répressives, nous avons réussi à dépasser la peur des arrestations qui suivraient et a transformer les dernières heures les plus difficiles en une fête. À l'aube du 18 novembre, l'histoire aurait pu avoir plusieurs issues qui ne nous étaient ni inconnues ni inconcevables. La posture qui fut finalement adoptée n'était ni le résultat de la coïncidence ni une nécessité due au manque supposé d'options alternatives. Elle était au contraire le produit conscient de notre volonté de trouver un point commun de convergence. Celui-ci pourrait dans le même moment servir jusqu'à la fin le but de défendre ce projet de révolte. Donc nous avons choisi de rester unis, droits et de refuser d'abandonner Polytechnique, annihilant les plans des forces répressives, nous attaquer, nous séparer et procéder à des arrestations "anodines" - pour l'État - hors de Polytechnique. De par l'expérience de maints d'affrontements passés, voire même d'arrestations, ayant foi dans la dynamique du projet, nous réussîmes à préserver les caractéristiques de la révolte jusqu'à la fin. Face aux appels répétés des flics et du procureur nous refusâmes de nous rendre. Les mineurs, malgré les promesses du procureur qu'ils seraient remis en liberté, refusèrent d'abandonner leurs compagnons. Nous nous sommes tenus fièrement côte à côte, opposant l'arme la plus puissante, la solidarité, que seule crée la passion impossible à éteindre pour la liberté, aux agents lourdement armés de la loi et de l'ordre.

Finalement, le message de la résistance et de la dignité transperçât les murs édifiés par les gardiens de l'État et des médias, démontrant que le pouvoir n'est pas invulnérable quand il est confronté à des personnes unies par la solidarité, la détermination et la confiance en ce qu'ils créent ; que le pouvoir n'est pas sans failles dans la mesure où il ne peut inspirer la terreur, quand il ne peut faire plier la volonté de se battre.

L'État ne tolère pas l'existence de sujets qui choisissent d'eux-mêmes le moment et l'endroit où ils vont résister. Il ne permet pas l'auto-organisation, cette condition de la structure sociale qui est de par sa nature opposée au piège de la médiation.

L'attaque de l'occupation devait se tenir afin d'être un exemple pour tous ceux qui en d'autres points du terrain social observaient une révolte se réaliser au-delà de toute attente, par-delà et contre toute limite institutionnelle.

Par ailleurs, nous savions que nous devions rester les mêmes que nous étions pendant la nuit. Nous devions maintenir notre moral et notre cohésion. Grâce aux expériences de beaucoup d'entre nous et de par l'esprit solidaire que nous préservions même quand nous nous trouvions dans le bâtiment de l'Hôtel de Police[6], nous réussîmes à miner à une large échelle les interrogatoires préliminaires en refusant toute participation à ceux-ci. À travers notre discours et la position que nous tenions, nous montrâmes que nous restions des combattants même à l'intérieur du siège de la police, renversant jusqu'au rôle du prisonnier. Après que l'État a fait sa première "sélection" basée sur l'âge, le passé et la position sociale de chacun, une manoeuvre qui réinstalla violemment les divisions que nous avions détruites, 137 d'entre nous restèrent détenus dans le bâtiment de l'Hôtel de Police.

À la tentative des matons d'imposer la discipline et l'ordre en mettant à l'isolement un compagnon afin de le punir d'une manière exemplaire, notre réponse fut immédiate et dynamique. Le résultat fut qu'il était rapidement de retour parmi nous et que l'aire de détention fut transformée en un espace de vie avec des assemblées qui se succédaient, réalisant ainsi une manière de coexister, ce qui est inconcevable dans l'ordre social dominant. Quelques jours plus tard, au procès des 137, avec la division arbitraire en groupes et les charges ridicules auxquelles manquaient tout prétexte légal, il nous fut donné la chance de convertir la cour en une zone de conflit et de profanation de l'institution de la justice, retournant le rôle des accusés et montrant la vulnérabilité d'une institution qui est présentée à la société comme omnipotente.

---

[5] Asile universitaire : en Grèce, les campus étaient considérés comme des asiles après la chute de la Junte des Colonels en 1974, ce qui signifiait que, selon la loi, les forces de police ne pouvaient y opérer sans la permission des autorités universitaires. Cette loi a été abrogée en novembre 2011.

[6] C'est le QG de la police auquel le texte fait référence, en grec ΓΑΔΑ.

Cependant, une victoire ne se répète jamais dans un même endroit et de la même manière dans un espace de temps proche, surtout quand elle est basée sur la surprise, comme un membre du syndicat de la justice l'a pertinemment fait remarquer.

Le durcissement des autorités judiciaires après la surprise initiale était attendu et elle se concrétisa dans leur démonstration de force face aux bancs vides, depuis que nous avions décidés de quitter la salle d'audience, occupés seulement par les repentis demandant la clémence de la cour.

Par vengeance, ils travaillèrent à rétablir le prestige de la justice, tout refuge social - appelé droit politique et liberté sociale. Dans la salle d'audience nous avons démontré le caractère hypocrite de la loi qu'ils mettent en oeuvre selon leur volonté. Nous avons ainsi prouvés que tous les droits politiques et sociaux ne sont que des traités de trêve dans une guerre sociale qui comprend dans son essence sa perpétuation et qu'ils sont détruits à chaque fois que la guerre viole les limites données de sa légalité.

LES ÉVÉNEMENTS DE POLYTECHNIQUE '95 ET LA SOCIÉTÉ

Polytechnique '95 devint le sceau historique empreint sur le discours des parts les plus radicales de la société qui rejettent consciemment l'existence de toute différence essentielle entre la junte et la démocratie. Cette dernière en vint à être identifié au régime des Colonels avec cet attaque, en envoyant la police anti-émeute dans Polytechnique et menant à bien une des plus importantes arrestations de masse de ces dernières décennies. Cela a prouvé combien l'équilibre social est délicat et fragile, que la paix sociale ne peut être maintenue que par la violence et que l'ordre n'est pas un fait évident. D'ailleurs "*Un Etat républicain, basé sur le suffrage universel, pourra être très despotique, plus despotique même que l'Etat monarchique, lorsque sous le prétexte qu'il représente la volonté de tout le monde, il pèsera sur la volonté et sur le mouvement libre de chacun de ses membres de tout le poids de son pouvoir collectif*"[7]

Avec la répression de l'occupation de Polytechnique il fut à nouveau montré que le pouvoir ne tolère aucun foyer de résistance et d'auto-organisation qui conteste la nécessité de médiation des relations sociales par l'État, contestant en conséquence la nécessité de l'existence d'un État comme unique et immuable réalité.

---

[7] Bakounine, *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*, 1867-1868.

Il ne fait aucun doute que beaucoup d'autres foyers de résistance et de révolte ont précédé et vont suivre. Cependant, Polytechnique '95 restera une étape importante car elle a réussi à clore Polytechnique '73 qui, pendant 22 ans, a jouée le rôle d'autel de la démocratie.

À une large échelle elle a réussi à transgresser plusieurs institutions-bastions de la démocratie bourgeoise, révélant au grand jour son état avancé de décomposition et les fondations en ruine d'un régime qui est de plus en plus imposé par la violence.

Ce fut un événement qui a agité les eaux stagnantes de notre époque. Personne ne pouvait rester à l'abri de ses vagues, même s'il se tenait loin du coeur des événements. La paix sociale fut brisée, du moins pendant un court moment et la réflexion "quelque chose va de travers dans cette société" à même traversée l'esprit du plus passif. Quelques-uns ont réagi positivement, se sont laissés emporter par la vague et se sont penchés sur la source de l'explosion d'eux-mêmes. Maints autres ont damné à la fois l'événement particulier et ceux qui l'ont créé, cherchant en vain des façons de prévenir la reproduction de pareils événements. D'autres ont été stupéfaits de sa profondeur et son ampleur, alors que certains se pressaient de retourner à la tranquillité quotidienne, adressant des remontrances à ceux qui, même pour un court moment, ont troublé leur paix.

Malgré tout, sous la surface et derrière les comportements réflexes qui étaient mis en avant par le prisme déformant du spectacle, la projectualité d'une activité auto-organisée et subversive reste apte et exceptionnellement dangereuse dans les conditions explosives engendrées par la décomposition des structures économiques et sociales, avec la misère sociale qu'elle provoque et la répression croissante qu'elle nécessite. Les parties sociales qui - de par leurs conditions - sont forcées de résister aux offensives de restructurations de l'État et du Capital (jeunes, travailleurs, fermiers, communautés locales, etc.) reçoivent le message de la révolte de manière positive. Depuis que les marges pour négocier sur des revendications se réduisent continuellement, la résistance acquiert et acquerra de plus en plus le caractère d'explosions sociales incontrôlables, qui secoueront le terrain déjà instable sur lequel tous les types de dominants agissent.

Polytechnique '95 a donné un avant-goût des séismes que peuvent provoquer l'étouffement et la rage des opprimés. Ce fut un signe avant-coureur menaçant d'une déflagration sociale en devenir. Un événement incisif qui fut semé dans la mémoire de la société et en attente de stimuli, de petites ou grandes explosions, pour resurgir à la surface, revenir à la vie et conditionner l'avenir.

La totalité des mécanismes du spectacle avec ses hordes d'experts et de sociologues s'est mise à examiner l'événement et à analyser ses acteurs : les révoltés. Ils ont rapidement montré leur inhabilité à comprendre l'événement dans toutes ses dimensions et ont recouru à des commentaires négatifs ou des recherches sur les raisons pour lesquelles un tel "phénomène" est apparu. La tentative initiale de criminaliser les révoltés fut suivie une tendance à dépolitiser l'événement en l'attribuant aux impasses que la société créée dans des parties de la jeunesse. Malgré tout, que ce soit sur le mythe des "connus-inconnus" ou des "enfants à problèmes d'à côté", le but demeure le même : l'isolement, l'affaiblissement et la castration de non pas seulement le projet de révolte, mais de l'idée même de révolte, qui est ainsi présentée comme criminelle, irrationnelle ou sans-issue.

D'un autre côté, le poids social des événements a obligé les plus "sensibles" à ne pas prendre position, opposés à l'autoritarisme et la vengeance des forces de répression dans leur tentative de démontrer la nécessité de rétablir le pouvoir de l'État à ses niveaux préexistant.

Polytechnique '95 a créée une rupture sociale qui est très difficile de combler entièrement. Un sociologiste a remarqué que si les causes des événements ne sont pas surpassées, alors "*le danger de confrontations émeutières qui se transformeront en des affrontements sanglants généralisés un jour, est visible*".

LA QUESTION DE LA SOLIDARITÉ

Camaraderie et solidarité ont trouvé leur expression réelle, aussi longtemps que la résistance se réalisait sur le champ qui s'était ouvert face à nous et qui a donné lieu à l'action.

Dans de nombreux moments difficiles, quand les séismes provoqués par la répression devenaient visibles, ceux qui étaient imprégnés de leur foi dans le pouvoir subversif de la tentative, devinrent à travers leur position une source d'inspiration pour le reste, déclenchant la dynamique de solidarité par-après et contre la "réalité" sociale donnée.

Quand la poussière du champ de bataille a commencé à se déposer, après la fin des premiers et plus durs incidents, nous avons commencé à voir plus clairement les résultats, les pertes, les repentis et les effrayés, mais aussi ceux déterminés à continuer la guerre sociale dont Polytechnique n'était qu'un épisode.

Beaucoup, peut-être, ont pris sur eux un événement historique qui était au-delà de leur capacité d'endurance. Polytechnique a finalement surpassé jusqu'à un certain degré les sujets qui l'avaient crée. La misère de la vie quotidienne a absorbé un certain nombre de personnes qui ont fini par condamner devant les juges les événements qu'ils ont eux-mêmes créé avec grande passion, jusqu'à leur arrestation. En réalité et malgré tout, ils se sont eux-mêmes renoncé, et habituellement c'est un voyage sans retour. Peut-être ne connaissaient-ils pas l'ennemi ni leur intérieur. Peut-être étaient-ils ignorants des deux. Peut-être que la seule chose qu'ils pouvaient comprendre était la fête de la révolte (comme cet événement fut caractérisé par plusieurs) et le désir d'y participer.

Un vieil expert de la guerre a remarqué que "*si tu connais ton ennemi et toi-même, tu n'as pas besoin de craindre le résultat de (même) 100 batailles. Si tu te connais, mais pas l'ennemi, pour chaque victoire que tu remportes tu auras aussi une défaite. Si tu ne connais ni l'ennemi ni toi-même, tu seras vaincu dans chaque combat.*" (Sun Zu).

Beaucoup de gens se sont hâtés d'oublier Polytechnique '95 et tout ce qui a suivi. Tous ceux qui ne perçoivent pas les nouveaux éléments qui leur sont offert lors d'une expérience importante, et tandis qu'ils s'en éloignent dans le temps, ne sont pas capable de dépasser le fossé que crée le frisson d'un événement, tentent de le combler sous la pression de la répression étatique constante. Inévitablement ils finissent par se répéter, reproduisant les recettes "garanties" pour l'action et les techniques du passé. Le manque de stigmatisation de ceux qui ont fait des déclarations de repentir quand le phénomène est d'abord apparu et la dissimulation - consciente ou non - graduelle de ce projet insurrectionnel a sapé le terrain sur lequel la solidarité pouvait se reposer et être promue, depuis que la dernière n'est jamais évidente dans aucune relation victime de la répression étatique.

Les opinions hostiles envers le projet, exprimées de quelque façon, en concordance avec les subterfuges de l'État qui ont successivement séparé les révoltés. Chacune des condamnations de l'événement était superficielle, spectaculaire et voulue pour affaiblir la volonté de ses créateurs, d'un point de vue et d'une manière que l'État et sa répression ne purent mener à bien.

Dans le laps de temps qui a suivi le procès des 137, quelques initiatives partiales mais significatives de contre-information et surtout l'attitude digne de beaucoup de compagnons dans les tribunaux, ont pu briser l'équation entre combattants et repentants, distinguant - autant que possible - ceux qui restaient responsables envers leurs choix, en opposition à ceux qui ont supplié le pardon de leurs bourreaux.

Finalement, aucune perte et aucun repenti ne peut réfuter le fait que la révolte ait laissé ses traces indélébiles dans le terrain de l'histoire. Après tout, qui peut prouver qu'il y ait jamais eu un affrontement social sans pertes ni perdants ?

Polytechnique '95 fut un événement avec des causes politiques et des effets. Et il était attendu que l'État aurait recours à une réaction analogue à la dynamique à laquelle il était confronté, afin d'anéantir celle-ci. Mais le but principal de la répression, comme dans ce cas spécifique, était d'amener individuellement les créateurs de l'événement face au prix de leurs choix, pour les faire renier la responsabilité de cette action qui les a transformés - certains pour la première fois - en sujets actifs dans le terrain social.

L'individu réalise sa capacité à écrire l'histoire à partir du moment où il se perçoit lui-même en tant que sujet avec une existence définie par le temps, lorsqu'il réalise le caractère dynamique de son essence. Dans la plupart des cas les révoltés acquièrent cette conscience lors des événements qu'ils créent. Les révoltes et les mouvements constituent les terrains où tout le monde peut trouver son essence politique et sociale en changement. À travers les pages petites et grandes de l'histoire écrites par les actes de pans de la société et à travers la compréhension profonde du sens de ces actes à chaque niveau, la conscience révolutionnaire peut être développée ; après tout, cette conscience est la plus puissante des armes pour combattre une réalité qui veut que l'État soit un sujet singulier qui écrit l'histoire, utilisant la société comme objet de sa mission. Rien de ce qui constitue l'histoire de l'humanité ne sont que des incidents mais des faits avec des causes et des conséquences. Quand les acteurs reconnaissent ces événements et leur gravité, alors ils sont capables de briser la dualitée sujet (l'État) - objet (la société) que les dominants veulent présenter comme une réalité sans faille ; alors ils peuvent eux-mêmes se transformer en sujets qui ont la capacité de renverser la réalité à sens unique de soumission et d'oppression totale.

Voilà le terrain le plus fertile pour le développement de la solidarité qui est par nature hostile à l'ordre existant. La solidarité constitue l'élément le plus vital qui fonde les relations entre les sujets actifs, en tant que composant de leur intervention dynamique dans le terrain social ; elle constitue l'essence des relations développées entre les gens en recherche de liberté, à travers la destruction du monde hostile qui les entoure.

A contrario, l'"assistance" à ceux qui souffrent de la répression étatique peut avoir le caractère de compassion, de sympathie ou de soutien, mais pas de solidarité. Une telle attitude, déguisée en solidarité ne fait pas que blesser les militants qui sont poursuivis, les considérant comme s'ils étaient des victimes, mais déforme et passe aussi sous silence le fait même de la révolte - cette action qui est inévitablement confronté à la réaction de l'État et la répression - entravant le développement futur de la lutte.

La solidarité ne peut exister que de chacun à tous et de tous à chacun, et seulement après qu'a été profondément compris la cause offrant à tous la capacité de se positionner de manière dynamique dans le terrain social. Cette raison n'est que les événements qu'ils ont créés ensemble. Ainsi, la solidarité affermit les relations de profonde confiance qui peuvent ouvrir les futures voies de résistance et de lutte.

Polytechnique en tant qu'événement de la plus haute importance fut le croisement où les histoires de centaines de personnes différentes se sont rencontrées. Les passions, les angoisses, les peurs, l'espoir et la camaraderie devinrent les pages de cette histoire, inscrites dans le passé vivant de chaque individualité. L'incision que cet événement a crée dans la société s'est aussi étendue dans les relations entre nous et entre tous ceux qui y ont participé, comme dans chacun, séparément, afin de déterminer le présent et stigmatiser le futur.

Chaque endroit et chaque moment ont leurs propres caractéristiques, leur propre pulsation et opèrent à notre détriment quand - de manière consciente ou non - nous ne les reconnaissons pas. Polytechnique comme événement proéminent, comme concentration et explosion de contradictions sociales de notre époque, a de nombreuses possibilités, si elle est comprise, de contribuer à la maturation politique de chacun d'entre nous, pour nous inspirer et éclairer nos actions futures. Sans oublier que rien d'historique ne peut être répété après avoir été accompli et sans rien vouloir de cet ordre-là, nous savons que ce que nous gagnons ou perdons sera ce qui sera ajouté ou enlevé à notre action future.

Ceux d'entre nous, ou d'autres, qui nous succéderons dans la création de nouveaux champs de bataille, plus intéressants que celui de Polytechnique, seront ceux qui critiqueront effectivement cette tentative. Toute observation du terrain social actif venant d'individus dont la seule relation avec les événements politiques et sociaux n'est que celle de la critique inerte, s'avère toujours par être dénaturée et indifférente envers ceux qui préfèrent l'action - malgré les problèmes qui l'accompagne inévitablement - de l'invention imaginaire d'utopies qui sont coupés de la réalité sociale et ses contradictions.

L'opprimé qui se révolte est celui qui peut agir de manière subversive, et seulement par l'action, de par les événements qu'il crée avec d'autres, surgit la possibilité du développement de la conscience révolutionnaire.

Quiconque est socialement et politiquement vivant, quiconque choisit l'action au lieu que l'indolence, choisissant autant que possible ses propres conditions dans tout terrains sociaux qui s'ouvrent devant lui, quiconque est

complètement conscient de sa substance sociale et politique et est perspicace dans le présent, gardant en vie la mémoire du passé, est celui qui peut approcher notre désir : opérer d'une manière insurrectionnelle dans tout point du terrain social où l'intervention peut déclencher la déflagration.

Cercle d'anarchistes pour la subversion sociale

P.S. : *À travers les multiples trajectoires qui s'entre-croisent - celles dont Polytechnique était un moment proéminent mais non le premier - se développèrent entre nous des relations de camaraderie avec des racines si profondes que la fin du frisson ne pouvait les détruire.*

Ce texte est né de notre besoin commun d'exposer l'essence et la dynamique d'un projet insurrectionnel dans lequel nous avons eu la chance de participer. Nous espérons qu'il agira comme une pierre qui brise le miroir où tout le monde cherche l'idéal d'un quotidien sûr et misérable, pour son auto-affirmation temporaire. Alors seulement cette pierre aura la capacité énorme de troubler l'eau stagnante de la "réalité" sociale dans laquelle nous vivons tous.

Lors de l'élaboration de ce texte - qui a commencé fin mars et a été complété en juillet 1996 - ont contribué à leur façon, avec leurs idées et leur passion, beaucoup plus de compagnons que juste ceux qui l'ont écrit.

Dans une période où des débats animés tendent à perdre leur sens dialectique, nous espérons que cette brochure deviendra une opportunité pour un dialogue essentiel entre ceux qui se perçoivent toujours comme des sujets actifs dans le terrain social.

CHRONOLOGIE

11/10/95 : L'anarchiste Kostas Kalaremas commence une grève de la faim. Il était en détention préventive pour deux braquages de banques, détention basée sur la "confession" d'un informateur. Des événements de solidarité et d'information débutent.

02/11/95 : L'anarchiste Christoforos Marinos commence une grève de la faim. Il était en détention préventive depuis juillet '95, accusé de vol et de meurtre sur la "confession" de ses "coaccusés", qui se rétractèrent par la suite.

12/11/95 : L'anarchiste Odysseas Kampouris est condamné à cinq ans de prison pour "complicité de vol, détention illégale d'arme et conspiration en vue de commettre un vol".

14/11/95 : Une mutinerie débute dans la prison de Korydallos[8]. Manifestation d'étudiants, depuis les facultés occupées dans le centre d'Athènes. Affrontements entre des anarchistes & des "jeunes enragés" et le service d'ordre de la manifestation. À Thessalonique, avant le début de la manifestation en solidarité avec le gréviste de la faim Kostas Kalaremas, la police attaque la foule et arrête trois compagnons et une compagnonne. Occupation de l'Université d'Étude Théologique par des anarchistes et affrontements avec la police.

15/11/95 : Des affrontements entre des anarchistes & des "jeunes enragés" et les chiens de garde du KKE[9] et du PASOK[10] dans l'École Polytechnique, les derniers s'étant auto-proclamés "gardiens" de l'endroit. Ils sont violemment mis dehors. Par la suite des barricades enflammées sont érigées dans la rue Stournari et des affrontements éclatent avec la police & des "citoyens indignés"[11]. Huit fascistes sont arrêtés mais seront relâchés plus tard.

17/11/95 : Des groupes d'anarchistes entrent dans Polytechnique. Des milliers de personnes restent en dedans et remplissent les rues voisines. Agissant ainsi, ils refusent spontanément de suivre la marche typique pour l'anniversaire de 1973. Affrontements avec la police et arrestations. Un seul message ressort des assemblées dans Polytechnique : RÉVOLTE. Les efforts de la police durant la nuit pour disperser les insurgés, la révocation de l'asile universitaire et les garanties hypocrites des autorités universitaires qu'aucun mal ne sera fait à ceux qui quittent l'université, tombent dans les oreilles de sourds. Des centaines de personnes restent dans Polytechnique sous un nuage de gaz lacrymogène.

18/11/95 : Lever du jour. Le procureur public, la police et les autorités de l'université exigent que tous les occupants sortent. Ils reviennent en demandant que devraient partir au moins les mineurs. Les insurgés, tous ensemble main dans la main, chantent et scandent des slogans révolutionnaires. Les forces de police entrent dans Polytechnique de tous les côtés et les encerclent. "Nous sommes unis, fous et heureux". 504 personnes sont arrêtées et amenées à GADA[12]. Dans l'après-midi une manifestation de 1000 camarades arrive devant le bâtiment en une démonstration de solidarité pour les personnes arrêtées.

19/11/95 : Le procureur public et la police tentent d'identifier les "meneurs" et de les isoler en les distinguant entre les "504" arrêtés à partir de critères sociaux et politiques. Les mineurs, au nombre de 86, sont relâchés après avoir été séparés en groupes avec des dates de procès spécifiques. Ceux qui ont moins de 21 ans, non fichés ou étudiants universitaires sont remis en liberté après qu'ils ont aussi été séparés en petits groupes et eu leurs dates de procès fixées. Finalement, ceux qui ont plus de 21 ans, ou qui ne sont pas étudiants, ou qui sont fichés, 137 personnes, sont détenues en vue d'une comparution immédiate.

20/11/95 : Les "137" sont amenés au tribunal. Une foule de compagnons et sympathisants se rassemble, exprimant leur solidarité. Le procès est reporté au 22 novembre. Jusque-là, ils sont placés en cellule à GADA. À

---

[8] Prison d'Athènes.
[9] Parti Communiste Grec.
[10] Parti Socialiste Grec.
[11] Un terme utilisé par les médias et la police pour justifier la présence de fascistes derrière les lignes de la police.
[12] Quartier général de la police de l'Attique, ΓΑΔΑ en grec, situé dans l'avenue Alexandras à Athènes.

Thessalonique, les trois hommes arrêtés sont condamnés. Pour Paris Sofos et Ilias Hatziiliadis les peines sont de 3 ans et 6 mois chacun, et pour Yannis Anagnostou 2 ans et 6 mois. La cour a mis à part le cas de K.S., qui est une écolière mineur. Les trois sont emmenés à la prison de Diavata. Ils entament immédiatement une grève de la faim.

22/11/95 : Les 137 à nouveau au tribunal d'Evelpidon. Les efforts des juges de les séparer et de les juger en groupes ne portent pas leurs fruits. "Nous voulons être jugés tous ensemble au Sporting[13]" et "à arrestations massives, procès massifs", voilà ce que les "accusés" crient dans la salle d'audience. Le procès est encore une fois reporté. Tout le monde est libéré. Après l'École Polytechnique et les cellules de GADA, les assemblées se poursuivent à ASOEE[14].

23/11/95 : Une manifestation en solidarité avec les combattants arrêtés est menée à Thessalonique par 1000 anarchistes et antiautoritaires.

5/12/95 : Les 137 à nouveau au tribunal. Suite aux demandes répétées d'un report du procès de la part de certains avocats de nombreux "accusés" réagissent avec désapprobation. Les slogans qu'ils scandent dans la salle d'audience créent une ambiance vivante et quand la plainte civile[15] de l'École Polytechnique est présentée l'ambiance est encore plus tendue... Une foule de compagnons et sympathisants s'est rassemblée au tribunal. L'accrochage d'une banderole en solidarité avec Kostas Kalaremas provoque un affrontement avec les MAT[16]. Lors de celui-ci trois compagnons sont arrêtés et plusieurs blessés. Une compagnonne arrêtée, qui est mineure, est relâchée après avoir reçue une date de comparution en justice. Les deux autres sont détenus pendant trois jours. Leur procès est reporté et ils sont relâchés. Finalement la cour rejette les demandes de report du procès des 137 compagnon-ne-s.

7/12/95 : La composition de la cour change pour cause de... "maladie" du président. Sous prétexte qu'il n'y a pas de salle d'audience assez grande, les juges séparent les 137 en six groupes. Les "accusés" réagissent en scandant des slogans et protestent vivement.

8/12/95 : Le procès du premier groupe des "137" commence. Les "accusés" expriment leur désaccord quand à la séparation par des cris et des slogans dans une atmosphère de trouble complète, et ce malgré le fait que certains avocats les ont enjoint de ne pas parler et de les presser à quitter la salle. L'Association des Avocats Athéniens condamnent le procès comme anticonstitutionnel et se retire. Les militantes du premier groupe, comme le reste des "accusés", moquent cette parodie de procès. Textes dénonciateurs et slogans, la révolte continue après Polytechnique dans la salle d'audience. Les juges tentent en vain d'imposer l'ordre.

9/12/95 : Ces événements sont suivis par une intervention publique révélatrice du président de la Cour Suprême, V. Kokkinos, en vue de de rétablir le prestige de l'institution de la justice mis en pièces. Il fixe d'avance l'imposition de sentences exemplaires à ceux qui osent contester les autorités judiciaires et causent des troubles à l'"ordre public".

15/12/95 : Les trois compagnons de Thessalonique sont remis en liberté. La lycéenne K.S. est condamnée à six mois de prison avec la possibilité de faire appel. À Athènes, le dernier groupe des "137" passe en procès. Au total 118 personnes auront été jugées (les autres ont eu leur procès reporté ou ont été jugés séparément pour des raisons personnelles). Les sentences que les juges infligent ont été déterminées selon leur évaluation des positions de chacun des "accusés". Plus précisément, 99 compagnon-ne-s qui ont refusé de plaider sont condamné-e-s à 40 mois de prison, sans la possibilité de sortir sous caution, mais avec le droit de faire appel, ce qui suspendrait la détention. Sept d'entre eux (A. Vezirtzoglou, I. Sotirhou, E. Tzoutzia, G. Vlassopoulos, St. Afratis, Th. Iconomou et G. Tsigaridis) eurent droit un traitement spécial de réservé, ils sont détenus jusqu'au procès en appel. Cette punition exemplaire fut imposée par la cour dans un dernier effort de sauver le "prestige de la justice". Sept autres font face à des peines de 31 mois de prison. Quatre d'entre eux ont le droit de faire appel mais cela n'a pas de caractère suspensif, ils peuvent être remis en liberté sous caution. C'est ces personnes qui sous le régime de la peur et les pressions asphyxiantes finissent par plaider. L'un d'entre eux, St. Amilitos, est

---

[13] Une grande enceinte sportive d'Athènes.
[14] Faculté d'Économie d'Athènes, non loin de l'École Polytechnique.
[15] L'École Polytechnique, par le biais son avocat, déposa une plainte pour exiger un remboursement des destructions (500.000 drachmes).
[16] Unité de police anti-émeute.

transféré à la prison de Chania. Il est relâché en mars 1996 après avoir payé sa caution. Les 11 personnes qui ont fait des déclarations sont remerciées par de la clémence, elles sont condamnées à 4 mois de prison en récompense de leur obéissance. Finalement, un étudiant est déclaré innocent.

18/12/95 : Des manifestations de solidarité continuent à exiger la liberté pour Kostas Kalaremas alors qu'il refuse aussi de boire de l'eau.

19/12/95 : La police envahit les squats Lelas Karagianni et Villa Amalias sous le prétexte d'enquête préliminaire pour des incendies de voitures. Dans le même temps, d'autres compagnons sont convoqués aux commissariats locaux pour la même affaire.
Kostas Kalaremas est relâché après 68 jours de grève de la faim.
Manifestation dynamique dans le centre d'Athènes en solidarité avec les compagnons emprisonnés.